

## Autres mesures de la LFC 2009

- Une subvention d'«encouragement» de 500 millions de dinars est accordée à l'équipe nationale de football. C'est ce que la loi de finances complémentaire pour 2009 prévoit comme elle exonère de la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) les équipements sportifs fabriqués localement acquis par les fédérations nationales des sports. En outre, cette complémentaire étend l'éligibilité aux avantages prévus en faveur de l'investissement, aux investissements réalisés par les sociétés ayant pour objet l'activité sportive.

- La loi de finances complémentaire prévoit une enveloppe de 1,048 milliard de dinars pour le financement de la manifestation Tlemcen, capitale de la culture islamique, prévue l'année prochaine.

- La loi de finances complémentaire prévoit une augmentation de 50% de la bourse des étudiants, ainsi que celle des stagiaires de niveaux supérieurs en formation professionnelle. L'impact budgétaire sur les quatre derniers mois de l'année 2009 s'élèvera à 1,9 milliard de dinars.

- La loi de finances complémentaire amende l'article 104 de la loi sur la monnaie et le crédit permettant aux banques et aux établissements financiers l'octroi d'un crédit à une entreprise dont ils détiennent une part de capital. Ce crédit ne doit pas excéder 25% des fonds propres de ces institutions financières.

- La complémentaire impose le paiement obligatoire des importations au moyen du crédit documentaire.

- Extension du champ d'application de la taxe de domiciliation bancaire aux importations de services.

- L'octroi d'un prêt du trésor à un taux d'intérêt de 1% aux fonctionnaires pour l'acquisition, la construction ou l'extension du logement. Cette mesure remplace celle relative au crédit bancaire à taux bonifié.

Le bénéfice de l'exonération de l'IRG au titre des loyers des locaux collectifs à usage d'habitation d'une superficie n'excédant pas 80 m<sup>2</sup>.

- La bonification par le Trésor des taux d'intérêt des prêts accordés par les banques pour l'acquisition d'un logement collectif dont les revenus des bénéficiaires ne dépassent pas un niveau de revenu fixé par référence au SNMG dans le cadre de la voie réglementaire. - L'orientation des crédits bancaires vers les acquisitions immobilières par les ménages.

- L'octroi d'une aide frontale cumulativement avec la bonification pour l'acquisition d'un logement locatif ou dans le cadre de la location-vente aux personnes dont les revenus n'excèdent pas un niveau de revenu fixé par référence au SNMG dans le cadre de la voie réglementaire.

- L'extension de l'obligation d'importation à l'état neuf, aux biens d'équipement, y compris les engins de travaux publics, matières premières et pièces de rechange. La possibilité d'importation à l'état usagé, même rénové sous garantie, n'est plus autorisée.

- La suspension des exportations des déchets des métaux non ferreux.

C. B.

## Paramètres et prévisions économiques et financiers pour 2009

- Recettes budgétaires pour 2009 : 3 178,7 milliards de dinars dont 1927 milliards de dinars au titre de la fiscalité pétrolière.

- Dépenses budgétaires pour 2009 : 5474,6 milliards de dinars dont 2813,3 milliards de dinars au titre du budget d'équipement et 2661,3 milliards de dinars pour le budget de fonctionnement.

- Solde budgétaire : -2295,9 milliards de dinars  
- Solde global du Trésor : -1 751,9 milliards de dinars  
- Produit intérieur brut (PIB) : 9394,1 milliards de dinars :

- Croissance du PIB : 3,9%  
Inflation : 3,5%

- Fonds de régulation des recettes (FRR) : 4 280 milliards de dinars (disponibilités encore intactes).

Réserves de change officielles : 144 milliards de dollars fin juin 2009

- Exportations d'hydrocarbures : 34,7 milliards de dollars.

- Prix du baril de pétrole brut : 45 dollars.

- Taux de change : 73 dinars pour un dollar.

- Importations de marchandises : 37,537 milliards de dinars.

C. B.

## COMMERCE EXTÉRIEUR ET INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

# Le gouvernement recule sur la rétroactivité

**Le gouvernement recule sur la question de la rétroactivité des mesures régissant le commerce extérieur et l'investissement étranger. Ces mesures ne s'appliqueront que pour les sociétés nouvellement créées après la promulgation, le 22 juillet dernier, de la loi de finances complémentaire pour 2009.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Exemple probant d'une gestion chaotique des affaires économiques, le gouvernement remet en cause ses propres textes réglementaires.

Ainsi, un décret exécutif a été pris le mois dernier et oblige notamment toutes les sociétés étrangères qui importent pour la revente en l'état, tant celles actives que les nouvelles, à s'associer au moins à 30 % à un partenaire algérien.

Ces sociétés sont tenues d'appliquer cette obligation avant la fin de l'année. Ce décret ne faisait qu'appliquer les mesures décidées en décembre dernier par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et combler un flou juridique.

Or, ce décret est clairement remis en cause et devrait être abrogé, après la promulgation le 22 juillet dernier de la loi de

finances complémentaire pour 2009. Adoptée par voie d'ordonnance n°09-01 en Conseil des ministres et parue au *Journal officiel* n°44 du 26 juillet 2009, cette loi ne prévoit aucune disposition de rétroactivité. Clairement, elle impose que «pour les sociétés constituées à partir de la promulgation de la loi de finances complémentaire pour 2009 en vue de l'exercice des activités de commerce extérieur, la participation algérienne minimum est fixée à 30 %». C'est ce que des représentants du ministère des Finances, notamment le directeur de la législation fiscale à la Direction générale des impôts, Mustapha Zikara, ont confirmé hier lors d'une conférence de presse consacrée à la présentation de cette loi de finances complémentaire.

Cette loi considère aussi que «les sociétés

nouvelles d'importation en vue de la revente en l'état ne peuvent donc, à partir de la promulgation de la loi de finances complémentaire, détenir un maximum de 70 % dans le capital. Les 30 % au moins de leur capital social doivent être détenus par des résidents algériens (par des fonds publics notamment)».

Comme cette loi limite l'actionnariat étranger dans tous les investissements réalisés en Algérie à 49 %, les 51 % devant être détenus par des résidents algériens (un ou plusieurs).

A charge pour les investissements étrangers, directs ou en partenariat, de dégager une balance devises excédentaire au profit de l'Algérie pendant toute la durée de vie du projet.

De même que l'obligation est faite de mobiliser les financements pour la réalisation des investissements exclusivement sur le marché financier local, et d'accepter un droit de préemption en faveur de l'Etat et des entreprises publiques sur les cessions d'actions par des porteurs

étrangers ou au profit de porteurs étrangers. En d'autres termes, la loi qui «dispose pour l'avenir» a, certes, consacré les mesures d'Ouyahia, mais elle a cependant démontré la volte-face gouvernementale, sur desiderata ou injonctions présidentiels.

Cela face à la montée au créneau de plusieurs partenaires européens et américains, hostiles à ces mesures, et dans le cadre du respect par l'Algérie de ses engagements internationaux. Et cela même si des institutions en charge du commerce extérieur ont déjà entamé l'application du décret exécutif et que des représentants diplomatiques ont pris acte de ces dispositions.

En somme, le gouvernement recule et montre, une fois de plus, son manque de cohérence, comme l'a montré la polémique engagée le mois dernier, par voie de presse interposée, entre le ministre des Finances et son collègue du Commerce, sur l'effet rétroactif ou non des mesures.

C. B.

## TAXE SUR LES VÉHICULES NEUFS

# La hausse générera 1,2 milliard de dinars de recettes en 2009

**La hausse de la taxe sur les automobiles neuves ne concerne que les cylindrées supérieures à 2 500 cm<sup>3</sup>, les camions et les engins de travaux publics.**

C'est ce que la loi de finances complémentaire pour 2009 prévoit.

Cette loi relève les tarifs de la taxe pour les véhicules neufs de puissance fiscale de plus de 10 chevaux. En outre, elle élargit cette taxe aux camions et engins de travaux publics dont le tonnage est supérieur à 8 tonnes.

Ainsi, le tarif de la taxe passe de 100 000 à 200 000 DA pour les véhicules de plus de 2 500 cm<sup>3</sup> essence et de 150 000 à 300 000 DA pour les véhicules de plus de 2 500 cm<sup>3</sup> diesel.

Pour les camions et les engins de travaux publics, le tarif de la taxe varie entre 340 000 DA et 500 000 DA. Mais bonne

nouvelle pour les acquéreurs de petites cylindrées (moins de 2500 cm<sup>3</sup>), ils continueront à payer la même taxe (entre 50 000 DA et 150 000 DA selon la carburant), sans augmentation aucune.

Instituée par la loi de finances complémentaire

pour 2008, cette taxe est censée alimenter le Fonds spécial pour le développement des transports publics, dans le cadre de «la solidarité nationale».

Egalement, cette taxe devrait favoriser la mise en place de partenariats dans ce secteur, à charge d'exonérations fiscales et douanières réellement mises en œuvre.

En notant que cette taxe a déjà généré des

recettes de 707 millions de dinars entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2009.

Dès l'entrée en vigueur de la mesure de hausse, le gouvernement s'attend à une plus-value de 500 millions de dinars d'ici la fin de l'année.

En d'autres termes, la hausse décidée permettra de générer des recettes de l'ordre de 1,2 milliard de dinars en 2009.

C. B.

## TÉLÉPHONIE MOBILE

# Le «flexy» risque d'être plus cher

Les chargements par carte ou électroniques, comme le flexy, risquent d'être plus chers pour les usagers de la téléphonie mobile.

Promulguée le 22 juillet dernier, la loi de finances complémentaire pour 2009 prévoit une taxe de 5% sur le chiffre d'affaires généré par le prépayé pour les opérateurs de téléphonie mobile. En instituant cette taxe, le gouvernement

cherche à mieux contrôler l'activité de la téléphonie mobile et contrecarrer l'informel qui mine le système du flexy notamment. Même si les usagers ne sont pas directement ponctionnés, ils risquent de l'être indirectement si les opérateurs décident de répercuter cette taxe sur les tarifs proposés même si ces derniers sont de plus en plus accessibles.

C. B.